



CHAPITRE 88

CHAPTER 88

Loi modifiant la charte de la cité de Hull An Act to amend the charter of the city of Hull

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

[Assented to, the 29th of March, 1950]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Hull a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires et dans l'intérêt de la cité, que sa charte, la loi 56 Victoria, chapitre 52 et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à la demande contenue dans la dite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1893, c. 52,
a. 9, remp.

1. L'article 9 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par 3 George V, chapitre 56, article 1, par 24 George V, chapitre 92, article 1 et par 2 George VI, chapitre 108, article 1, est de nouveau remplacé par le suivant:

Élection
du maire.

"9. Le conseil, à sa réunion mensuelle du mois de mai, élira un des échevins pour remplir la fonction de maire suppléant lorsque le maire sera absent, malade ou incapable d'agir; et le membre du conseil ainsi élu maire suppléant, aura et exercera durant cette absence, maladie ou inhabilité, tous les pouvoirs, autorités et privilèges dont le maire est également revêtu."

1893, c. 52,
a. 14,
remp.

2. L'article 14 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 5 de la

WHEREAS the city of Hull has, by its petition, represented that it is necessary for the good administration of its affairs and in the interest of the city, that its charter, the act 56 Victoria chapter 52, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Preamble.

1. Section 9 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by 3 George V, chapter 56, section 1, by 24 George V, chapter 92, section 1, and by 2 George VI, chapter 108, section 1, is again replaced by the following:

1893, c. 52,
s. 9, re-
placed.

"9. The council, at its monthly meeting, in the month of May, shall elect one of the aldermen to act as pro-mayor, whenever the mayor may be absent, sick or unable to act; and the member of the council so elected pro-mayor shall, during such absence, sickness or inability, have and exercise all the powers, authority and privileges, vested by law in the mayor."

Election
of mayor.

2. Section 14 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 5 of the

1893, c. 52,
s. 14, re-
placed.

loi 3 George V, chapitre 56, est abrogé et remplacé par le suivant :

act 3 George V, chapter 56, is repealed and replaced by the following:

Qualités
requis.

"14. Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin, ni être élu à aucune de ces charges, à moins que, durant les douze mois précédant immédiatement la mise en nomination, il n'ait possédé dans la municipalité et ne possède encore, à la date de la mise en nomination et à celle de l'élection, à titre de propriétaire, en son propre nom ou au nom de son conjoint : comme maire, des biens-fonds d'une valeur inscrite au rôle d'évaluation en vigueur à la date de présentation d'au moins cinq mille dollars, et comme échevin des biens-fonds d'une valeur inscrite au rôle d'évaluation en vigueur à la date de présentation d'au moins huit cent dollars; dans chaque cas, la valeur des dits biens-fonds doit être calculée après paiement ou déduction faite de toute hypothèque ou de tout privilège enregistré sur tels biens-fonds.

Inéligibilité.

Nul ne peut occuper ou continuer d'occuper la charge de maire ou d'échevin s'il ne possède ou s'il cesse de posséder le cens d'éligibilité prescrit par le présent article."

1893, c. 52,
a. 21,
remp.

3. L'article 21 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 5 de la loi 15 George V, chapitre 96, et par l'article 2 de la loi 2 George VI, chapitre 108, est de nouveau remplacé par le suivant :

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
cité.

"21. L'article 173 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Époque
des élec-
tions gé-
nérales.

"173. Les élections municipales de la cité de Hull auront lieu tous les deux ans, le deuxième mercredi du mois d'avril ou le lendemain, si ce mercredi est une fête d'obligation ou un jour non juridique; et avis public des dites élections sera donné au moins dix jours avant la mise en nomination, au moyen d'avis en français et en anglais qui seront affichés pendant ce temps au bureau du greffier de la cité, à la porte de l'hôtel-de-ville, ou publiés dans un journal de la cité, une fois dans

Qualifica-
tions.

"14. No person may be nominated for the office of mayor or alderman, nor be elected to any such offices, unless he has possessed in the municipality, during the twelve months immediately preceding the nomination, and still possesses, on the date of the nomination and that of the election, as owner, in his own name or in that of his wife: as mayor, real estate of a value as entered on the valuation roll in force at the date of the nomination of at least five thousand dollars, and as alderman real estate of a value as entered on the valuation roll in force at the date of the nomination of at least eight hundred dollars; in each case, the value of the said real estate shall be computed after payment or deduction made of any hypothec or of any privilege registered against such real estate.

Inéligibilité.

No person may hold or continue to hold the office of mayor or alderman if he does not possess or if he ceases to possess the qualifications set forth in this section."

3. Section 21 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, chapter 52, replaced by section 5 of the act 15 George V, chapter 96 and by section 2 of the act 2 George VI, chapter 108, is again replaced by the following:

"21. Section 173 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the city, by the following:

S.R.,
c. 233,
s. 173, re-
placed, for
city.

"173. The municipal elections of the city of Hull shall be held every two years on the second Wednesday of the month of April, or on the following day, if such Wednesday be a holiday or non-judicial day; and public notice of such elections shall be given at least ten days before the nomination by a notice in French and in English, posted up during that time in the office of the clerk of the city and on the door of the city hall or published once in a newspaper of the city in the French and in

Date of
general
elections.

les langues française et anglaise, à la discrétion du conseil.

Serment. Les candidats, élus à la suite de votation, devront prêter leur serment d'office dans les quinze jours suivant la date de la votation.

Idem. Les candidats, élus par acclamation, devront prêter le dit serment d'office dans les vingt-et-un jours de leur élection.

Déchéance. L'omission de prêter tel serment dans les susdits délais rend tout candidat en défaut déchu de sa charge.

Le maire et les échevins élus entreront en fonction immédiatement après leur assermentation."

1893, c. 52, a. 21a, remp. **4.** L'article 21a de la charte de la cité, édicté par l'article 6 de la loi 15 George V, chapitre 96, et remplacé par l'article 3 de la loi 2 George VI, chapitre 108, est de nouveau remplacé par le suivant:

Durée d'office. "21a. Le maire et les quatorze échevins élus à l'élection du mois de décembre 1948 resteront en fonction et représenteront la cité jusqu'au 1er mai 1951, sans réélection."

1893, c. 52, a. 23, am. **5.** L'article 23 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, modifié par les articles 5 et 6 de la loi 8 Édouard VII, chapitre 88, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Amende. "23. Toutes telles élections devront avoir lieu, qu'il y ait ou non avis préalable de donné; mais le greffier ou le maire de la cité qui aura négligé de donner tout avis voulu par la loi sera passible d'une amende de quarante dollars."

1893, c. 52, a. 23, am. **6.** Ledit article 23 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, modifié par les articles 5 et 6 de la loi 8 Édouard VII, chapitre 88, est de nouveau modifié en remplaçant le quatrième alinéa par le suivant:

Date de la votation. "Si lors de la clôture de l'assemblée, plus de candidats ont été nommés dans un quartier qu'il y a d'échevins à élire, la votation aura lieu le mercredi suivant telle présentation ou le jour suivant, si tel mercredi est un jour non juridique, le jour de cette votation devant cependant être mentionné dans les avis publics dont il est parlé plus haut. Il en sera de même

the English language as directed by the council.

The candidates elected, following the Oath voting, shall take their oath of office within the fifteen days following the voting date.

The candidates elected by acclamation Idem. shall take the said oath of office within twenty-one days after their election.

The omission to take such oath within the above delays shall deprive the defaulting candidate of his office.

The mayor and aldermen elected shall take office immediately after being sworn."

4. Section 21a of the charter of the city enacted by section 6 of the act 15 George V, chapter 96, and replaced by section 3 of the act 2 George VI, chapter 108, is again replaced by the following:

"21a. The mayor and the fourteen aldermen elected at the election of the month of December, 1948, shall remain in office and represent the city until the 1st of May, 1951, without reelection."

5. Section 23 of the act 56 Victoria, chapter 52, amended by sections 5 and 6 of the act 8 Edward VII, chapter 88, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

"23. All these elections shall take place, whether previous notice be given or not; but the city clerk or the mayor who shall have neglected to give the notice required by law, shall be liable to a penalty of forty dollars."

6. The said section 23 of the act 56 Victoria, chapter 52, amended by sections 5 and 6 of the act 8 Edward VII, chapter 88, is again amended by replacing the fourth paragraph by the following:

"If, at the close of a meeting, there are more candidates nominated in the ward than there are aldermen to be elected, then the voting shall take place on the Wednesday following such nomination, or on the following day, if such Wednesday be a non-judicial day. The day of the nomination must however be stated in the public notices above mentioned.

pour la charge de maire, s'il y a plus d'un candidat présenté pour cette position."

The same shall be done for the office of mayor, if there be more than one candidate nominated for that position."

1893, c. 52, a. 24, am. **7.** L'article 24 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, modifié par l'article 7 de la loi 8 Édouard VII, chapitre 88, remplacé par l'article 2 de la loi 20 George V, chapitre 112, est de nouveau remplacé par le suivant:

7. Section 24 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, chapter 52, amended by section 7 of the act 8 Edward VII, chapter 88, replaced by section 2 of the act 20 George V, chapter 112, is again replaced by the following:

Votation. **"24.** Quand la votation a été accordée pour l'élection du maire, l'élection se fait dans tous les quartiers à la fois; et, si la votation est accordée pour l'élection d'un échevin, la votation a lieu dans le quartier pour lequel on a accordé la votation.

"24. When a poll has been granted for the election of mayor, the election shall be held in all the wards at once, and, if the poll is granted for the election of an alderman, the voting shall take place in the ward for which a poll has been granted.

Durée et endroits de la votation. La votation pour l'élection du maire et des échevins a lieu en un seul et même jour, c'est-à-dire le mercredi suivant la mise en nomination des candidats comme dit plus haut, ou le jour suivant, si ce mercredi est un jour non juridique, et aux endroits et devant les sous-officiers-rapporteurs nommés en la manière précitée.

The voting for the election of the mayor and aldermen takes place on one and the same day, that is to say the Wednesday following the nomination of the candidates as aforesaid, or the following day, if such Wednesday be a non-juridical day, and at the place and before the deputy returning-officers appointed in the manner above set forth.

Heures de la votation. Les bureaux de votation doivent s'ouvrir à neuf heures du matin, pour se fermer à sept heures de l'après-midi."

The poll shall be opened at the hour of nine in the morning and be closed at seven in the afternoon."

1893, c. 52, a. 25, remp. **8.** L'article 25 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 5 de la loi 5 George V, chapitre 92, est de nouveau remplacé par le suivant:

8. Section 25 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, chapter 52, replaced by section 5 of the act 5 George V, chapter 92, is again replaced by the following:

Procédure. **"25.** Les élections de maire ou d'échevin de la cité et les procédures de ladite élection seront régies par les dispositions des articles 173 à 293 inclusivement de la Loi des cités et des villes, (Statuts refondus 1941, chapitre 233) en autant que les dites dispositions sont susceptibles d'application et qu'il n'y est pas dérogé par les dispositions de la présente loi."

"25. The election of mayor or aldermen in the city and the procedure for same shall be governed by the provisions of sections 173 to 293 inclusive of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes, 1941, chapter 233) insofar as such provisions may apply and are not derogated from by the provisions of this act."

1893, c. 52, a. 27, remp. **9.** L'article 27 de la loi 56 Victoria, chapitre 52 est abrogé et remplacé par le suivant:

9. Section 27 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, chapter 52, is repealed and replaced by the following:

Arrondissements de votation. **"27.** Lorsque, dans un des quartiers de la cité, le nombre des électeurs municipaux dépassera le chiffre de trois cents il sera du devoir du greffier, au moins un mois avant le jour de la votation, de subdiviser tel ou tels quartiers en

"27. When, in any one of the wards of the said city of Hull, the number of municipal electors exceeds that of three hundred, it shall be the duty of the clerk, at least one month before voting day, to subdivide this or that ward into voting districts.

arrondissements de votation, de telle sorte qu'il n'y ait pas plus de trois cents électeurs dans chaque arrondissement de votation, en ajoutant un arrondissement s'il reste une fraction de ce chiffre.

Nombre
d'élec-
teurs.

Les arrondissements doivent contenir, autant que possible, un nombre égal d'électeurs."

1893, c. 52, a. 37, ab. **10.** L'article 37 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est abrogé.

Id., a. 29, remp. **11.** L'article 29 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant :

Avis
d'assem-
blée.

"**29.** L'officier président l'élection ou l'officier-rapporteur donnera, dans les six jours après la clôture de la votation, un avis spécial au maire et à chacun des échevins élus à la dernière élection, et à ceux restant en charge, des lieu, jour et heure de la première assemblée du conseil, laquelle assemblée sera tenue dans les huit jours du dit avis."

1893, c. 52, a. 32, remp. **12.** L'article 32 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, modifié par l'article 4 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, par l'article 1 de la loi 1 Édouard VII, chapitre 45, remplacé par l'article 2 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 56, et de nouveau modifié par l'article 7 de la loi 15 George V, chapitre 96, est abrogé et remplacé par le suivant :

Électeurs: "**32.** Les personnes suivantes, de l'âge de vingt et un ans, sont électeurs municipaux, savoir :

Propriétaires; 1° Toute personne propriétaire d'immeuble dans la cité, d'une valeur inscrite au rôle d'évaluation en force d'au moins deux cents dollars et dont le nom est inscrit sur le dernier rôle d'évaluation.

Id., par indivis. Si tel immeuble appartient par indivis à plusieurs propriétaires dont les noms sont inscrits comme tels au rôle d'évaluation, chacun d'eux a droit à un vote, en raison de sa part dans cet immeuble, pourvu que la proportion de la valeur cotisée de l'immeuble correspondant à sa part en icelui, s'élève à une somme suffisante pour lui donner la qualité d'électeur en vertu de la présente disposition;

districts, so that there shall not be more than three hundred electors in each voting district, by adding a voting district if a fraction of such figure should remain.

The voting districts shall contain, as far as possible, an equal number of electors."

10. Section 37 of the act 56 Victoria, chapter 52, is repealed.

11. Section 29 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following :

"**29.** The presiding officer at the election or returning officer shall, within the six days after the closing of the poll, give a special notice to the mayor and to each of the aldermen elected at the last election, and to those remaining in office, of the place, day and hour of the first meeting of the council; which meeting shall be held within the eight days from the said notice."

12. Section 32 of the act 56 Victoria, chapter 52, amended by section 4 of the act 61 Victoria, chapter 56, by section 1 of 1 Edward VII, chapter 45, replaced by section 2 of the act 4 Edward VII, chapter 56, and again amended by section 7 of the act 15 George V, chapter 96, is repealed and replaced by the following :

"**32.** The following persons, of the age of twenty-one years, are municipal electors, namely :

1. Every person owner of an immovable in the city, of a value entered on the valuation roll in force of at least two hundred dollars and whose name is entered on the last valuation roll.

If such immovable belongs *par indivis* to several owners whose names are entered as such on the valuation roll, each of them is entitled to vote, by reason of his share in such immovable, provided that the proportion of the assessed value of the immovable, corresponding to his share thereof, amounts to a sum sufficient to qualify him as an elector under this provision;

Locataires;

2° Toute personne inscrite sur le dernier rôle d'évaluation et qui y figure comme locataire, payant au moins vingt dollars de loyer par année pour un immeuble cotisé ou partie d'un immeuble cotisé, et qui, de bonne foi, durant les six mois précédant l'élection a occupé à ce titre, en raison d'un loyer d'au moins vingt dollars par année, cet immeuble, ou partie d'immeuble ou de plusieurs immeubles successivement et sans interruption, pendant la dite période.

Tenant feu et lieu.

3° Toute personne inscrite sur le dernier rôle d'évaluation comme tenant feu et lieu dans la cité et ayant payé à la cité la taxe imposée par règlement sur son traitement annuel, pourvu que le dit traitement soit d'au moins trois cents dollars par année et que le montant à être payé par elle, l'ait été le ou avant le premier mars précédant l'élection."

2. Every person whose name is entered on the last electors' list as tenant paying a rent of at least twenty dollars per annum for a property or part of a property taxed, and who, for six months previous to the election, has been a *bona fide* tenant at a rent of at least twenty dollars per annum of such property or portion of a property, or of several properties or portions of properties successively and without interruption during the said period.

3. Every person whose name is entered on the last valuation roll as a resident householder in the city and having paid to the city the tax imposed by by-law on his yearly salary, provided that such salary be at least three hundred dollars per year and that the amount to be paid by such person, has been paid on or before the first of March preceding the election."

1893, c. 52, a. 33, remp.

13. L'article 33 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 6 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, et par l'article 8 de la loi 15 George V, chapitre 96, est de nouveau remplacé par le suivant:

13. Section 33 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 6 of the act 61 Victoria, chapter 56, and by section 8 of the act 15 George V, chapter 96, is again replaced by the following:

Locataires conjoints.

"**33.** Dans le cas de plusieurs locataires conjoints chacun d'eux a un droit de vote, pourvu que la proportion du montant du loyer cotisé et stipulé correspondant à sa part contributive, s'élève à une somme suffisante pour lui donner qualité en vertu de la section précédente.

"**33.** When there are several joint tenants, each one is entitled to a vote, provided the proportion of the amount of the rent assessed and agreed upon, corresponding to his share, amounts to a sum sufficient to qualify him under the preceding section.

Locataires de magasins, etc.

Tel locataire ou locataires doivent tenir feu et lieu dans les lieux loués, à l'exception des locataires de magasin, comptoir, boutique, bureau ou place d'affaires; pourvu toujours qu'aucun électeur municipal n'ait le droit de faire enregistrer son vote s'il n'a pas payé, avant le premier mars précédant le jour de la votation, les cotisations municipales alors dues; et tout candidat à telle élection ou son représentant dans un bureau de votation, ou le président de telle élection, pourront le forcer à produire le reçu constatant le paiement de telles cotisations échues et payées comme ci-dessus; et, dans le cas où un électeur aurait perdu son reçu, il devra produire un certificat, que le greffier de la cité devra lui donner pour les fins de la votation, constatant le paiement

Such tenant or tenants must reside on the premises leased, with the exception of tenants of stores, counting-houses, shops, offices or places of business; provided, always, that no municipal elector shall have the right to have his vote registered unless he has paid, before the first day of March preceding the polling day, the municipal taxes then due; and every candidate at such election, or his representative at any poll, or the person presiding at the election, may compel him to produce the receipt for the payment of such taxes due and paid as aforesaid; and in the event of an elector having lost his receipt, he shall produce a certificate, which the city clerk shall give him for the purpose of voting, that he has paid the taxes at the time above mentioned, and, in default of his

Householder.

Joint tenants.

Tenants of stores, etc.

des taxes dans le temps ci-dessus mentionné; et, à défaut de production de tel reçu ou certificat, tel locataire ne pourra voter à telle élection”.

producing such receipt or certificate, such tenant shall not vote at such election.”

1893, c. 52,
a. 35,
remp.
14. L'article 35 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 9 de la loi 15 George V, chapitre 96, et par l'article 4 de la loi 2 George VI, chapitre 108, est de nouveau remplacé par le suivant:

14. Section 35 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, chapter 52, replaced by section 9 of the act 15 George V, chapter 96 and by section 4 of the act 2 George VI, chapter 108, is again replaced by the following:

S.R.,
c. 233,
a. 35,
remp.
pour la ci-
té.
“35. L'article 135 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

“35. Section 135 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the city, by the following:

Époque
de la con-
fection.
“135. Entre le premier février et le premier mars de l'année où des élections générales municipales doivent avoir lieu, le greffier de la cité doit faire, séparément pour chaque quartier, d'après le dernier rôle d'évaluation en vigueur, une liste alphabétique des personnes ayant qualité pour voter aux élections municipales dans chacun de ces quartiers, en y inscrivant, dans autant de colonnes séparées, les noms et prénoms des électeurs, leur occupation, la rue, l'immeuble leur conférant le cens électoral ou en quoi consiste ce cens, laquelle liste devra être révisée par le conseil et homologuée à la première assemblée du mois de mars.”

“135. Between the first of February and the first of March of the year in which the municipal general elections must be held, the city clerk shall make, separately for each ward, according to the last valuation roll in force, an alphabetical list of the persons qualified to vote at municipal elections in each of these wards, by entering therein, in as many separate columns, the names and surnames of the electors, their occupation, the street, the property qualifying them to be entered on the electoral list or in what such qualification consists, which list must be revised by the council and homologated at the first meeting of the month of March.”

1893, c. 52,
a. 36,
remp.
15. L'article 36 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 10 de la loi 15 George V, chapitre 96, est abrogé et remplacé par le suivant:

15. Section 36 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, chapter 52, replaced by section 10 of the act 15 George V, chapter 96, is repealed and replaced by the following:

Attestation.
“36. Le greffier de la cité doit attester l'exactitude de la liste des électeurs municipaux, ainsi préparée par lui, sous son serment d'office.

“36. The city clerk shall certify to the accuracy of the list of municipal electors so drawn up by him, under his oath of office.

Dépôt.
Il doit aussi, le ou avant le 30 mars de chaque année où des élections doivent avoir lieu déposer ladite liste à son bureau où tout intéressé peut l'examiner gratuitement ou obtenir une copie ou extrait, sur paiement des honoraires prescrits.”

He shall also, on or before the 30th of March of each year in which elections must be held deposit the said list in his office, where any interested person may have free access to the same or obtain a copy thereof on payment of the prescribed fee.”

1893, c. 52,
a. 39,
remp.
16. L'article 39 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant:

16. Section 39 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52, chapter 52, is replaced by the following:

Droit de vote.

"39. Si, pour quelque cause que ce soit, la liste des électeurs municipaux n'a pas été faite ou révisée, le droit de toute personne de voter à l'élection sera déterminé par les rôles d'évaluation en vigueur, dont le greffier de la cité sera tenu de délivrer des extraits aux personnes chargées de présider à l'élection."

1893, c. 52, aa. 40-58, remp.

17. Les articles 40 à 58 inclusivement de la loi 56 Victoria, chapitre 52, relatifs à la contestation des élections municipales sont abrogés et remplacés par les articles 333 à 341 inclusivement de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

Id., aa. 59-63.

18. Les articles 59 à 63 inclusivement de la loi 56 Victoria, chapitre 52, relatifs à la corruption électorale dans les élections municipales sont abrogés et remplacés par les articles 294 à 331 inclusivement de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

1893, c. 52, a. 63, remp.

19. L'article 63 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 7 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, par l'article 7 de la loi 5 George V, chapitre 92, par l'article 6 de la loi 7 George V, chapitre 68, et par l'article 3 de la loi 13 George V, chapitre 94, est de nouveau remplacé par le suivant:

Juridiction du conseil.

"63. Le conseil exerce sa juridiction dans toute l'étendue de la cité.

Assemblées publiques.
Quorum.

Les assemblées du conseil sont publiques.

Le quorum sera de sept membres et pour former tel quorum le maire sera considéré comme membre.

Réunion du conseil.

Le conseil se réunira au moins une fois par mois, savoir: le premier mardi de chaque mois, et si ce jour est un jour non juridique, le jour juridique suivant. Il pourra ajourner ses séances à un jour ultérieur.

Hôtel-de-ville.

Le conseil se réunira à l'hôtel de ville.

1893, c. 52, a. 80a, aj.

20. La loi 56 Victoria, chapitre 52 est modifiée en ajoutant, après l'article 80, le suivant:

"39. If, for any reason whatsoever, the list of municipal electors has not been made or revised, the qualification of persons for voting at the election shall be determined by the valuation rolls in force, whereof the city clerk shall be bound to give extracts to the persons appointed to preside over the election."

17. Sections 40 to 58 inclusive of the act 56 Victoria, chapter 52, respecting the contestation of municipal elections are repealed and replaced by sections 333 to 341 inclusive of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

18. Sections 59 to 63 inclusive of the act 56 Victoria, chapter 52, respecting electoral corruption in municipal elections are repealed and replaced by sections 294 to 331 inclusive of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

19. Section 63 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 7 of the act 61 Victoria, chapter 56, by section 7 of the act 5 George V, chapter 92, by section 6 of the act 7 George V, chapter 68, and by section 3 of the act 13 George V, chapter 94, is again replaced by the following:

"63. The council shall have jurisdiction throughout the entire extent of the city.

The meetings of the council shall be public.

The quorum shall be seven members and to form such quorum the mayor shall be considered as a member.

The council shall meet at least once a month, namely: on the first Tuesday of each month and if such day is non-judicial, the juridical day following, and may adjourn its sittings to a future day.

The council shall meet at the city hall.

20. The act 56 Victoria, chapter 52 is amended by adding, after section 80, the following:

Right to vote.

1893, c. 52, ss. 40-58, replaced.

Id., ss. 59-63.

1893, c. 52, s. 63, replaced.

Jurisdiction of council.

Public meetings.

Quorum.

Council meeting.

City hall.

1893, c. 52, s. 80a, added.

Referen-
dum.

"80a. Le conseil, par une décision des deux tiers de ses membres, est autorisé à soumettre aux électeurs propriétaires, lors des élections municipales, toute question d'administration municipale qu'il jugera à propos."

"80a. The council is authorized, by a decision of two-thirds of its members, to submit to the electors who are proprietors, at the time of the municipal elections, any question of municipal administration which it may deem proper."

1893, c. 52,
aa. 81-91,
remp.

21. Les articles 81 à 91 inclusivement de la loi 56 Victoria, chapitre 52, tels que modifiés, relatifs à la votation sur certains règlements, sont abrogés et remplacés par les articles 399 à 403 inclusivement et par les articles 406 à 422 inclusivement de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

21. Sections 81 to 91 inclusive of the act 56 Victoria, chapter 52, as amended, relating to voting on certain by-laws, are repealed and replaced by sections 399 to 403 inclusive and by sections 406 to 422 inclusive of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233).

S.R.,
c. 233,
a. 404,
remp.
pour la ci-
té.

22. L'article 404 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la cité, par le suivant:

22. Section 404 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the city, by the following:

Durée du
scrutin.

"404. Le scrutin dure deux jours juridiques, depuis dix heures du matin jusqu'à six heures du soir. Le conseil peut, par règlement, prolonger les heures de scrutin jusqu'à huit heures du soir."

"404. The poll shall be held on two juridical days, from ten o'clock in the morning to six o'clock in the afternoon. The council may, by by-law, prolong the hours of the polling until eight o'clock in the evening."

1893, c. 52,
a. 105a,
remp.

23. L'article 105a, de la loi 56 Victoria, chapitre 52, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 55, est remplacé par le suivant:

23. Section 105a of the act 56 Victoria, chapter 52, enacted by section 1 of the act 8 George VI, chapter 55, is replaced by the following:

Gérant.

"105a. Le conseil peut décréter par règlement approuvé par la majorité en nombre des électeurs municipaux, la création d'une charge municipale dont le titulaire appelé "gérant" ou "directeur des services municipaux", qui sera l'officier exécutif de la municipalité, aura pour fonctions de surveiller et de diriger, sous le contrôle du maire et du conseil, les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter."

"105a. The council may, by by-law approved by the majority in number of the municipal electors, order the creation of a municipal office, the holder whereof, called "manager" or "director of municipal services", who shall be the executive officer of the municipality, whose duties shall be to supervise and direct, under the control of the mayor and council, the affairs of the municipality and the work it causes to be carried out."

1893, c. 52,
a. 106,
remp.

24. L'article 106 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, abrogé par 4 Édouard VII, chapitre 56, article 4, est remplacé par le suivant:

24. Section 106 of the act 56 Victoria, chapter 52, repealed by 4 Edward VII, chapter 56, section 4, is replaced by the following:

S.R.,
c. 233,
a. 473,
am. pour
la cité.

"106. L'article 473 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), modifié par l'article 8 de la loi 11 George VI, chapitre 59 et par l'article 11 de la loi 12 George VI, chapitre 29

"106. Section 473 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), amended by section 8 of the act 11 George VI, chapter 59, and by section 11 of the act 12 George VI, chap-

est de nouveau modifié, pour la cité, en y ajoutant après le paragraphe 8° le suivant

Pension.

"8°a Pour accorder à tout officier ou employé permanent qui ne sera pas éligible au fonds de pension prévu au paragraphe précédent et qui aura été au service de la cité pendant au moins vingt-cinq ans, et aura atteint l'âge de soixante-cinq ans, une pension à être prise à même les fonds généraux de la cité, égale au tiers du salaire annuel moyen effectivement gagné pendant les dix dernières années de service, lorsque le conseil jugera que tel officier ou employé permanent devra être mis à sa pension. Cette pension ne devra en aucun temps être moins de trois cent soixante dollars par année, le tout sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec;"

ter 29, is again amended, for the city, by adding thereto, after paragraph 8, the following:

Pension.

"8a. To grant to any permanent officer or employee who shall not be eligible to the pension-fund provided for in the preceding paragraph, who shall have been for at least twenty-five years in the service of the city, and have reached the age of sixty-five, a pension to be taken out of the general fund of the city, equal to a third of the average yearly salary effectively earned during the last ten years of service, when the council shall deem it advisable to pension off such permanent officer or employee. Such pension shall at no time be less than three hundred and sixty dollars per annum, the whole subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission;"

1893, c. 52,
a. 147,
am.

25. Le paragraphe *m* de l'article 147 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant:

Signature.

"*m.* Ces obligations sont signées par le maire et par le greffier de la cité."

25. Paragraph *m* of section 147 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following:

1893, c. 52,
s. 147,
am.

"*m.* Such debentures shall be signed by the mayor and by the city clerk."

1893, c. 52,
aa. 234-
239, ab.

26. Les articles 234 à 239 inclusive de la loi 56 Victoria, chapitre 52, sont abrogés.

26. Sections 234 to 239 inclusive of the act 56 Victoria, chapter 52, are repealed.

1893, c. 52,
ss. 234-
239, re-
pealed.

Id., a. 290,
remp.

27. L'article 290 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, est remplacé par le suivant:

27. Section 290 of the act 56 Victoria, chapter 52, is replaced by the following:

Id., s. 290,
replaced.

Egouts
privés.

"**290.** Régler la manière et le temps où les égouts privés se feront, ainsi que la manière et les matériaux dont ils seront construits, la corporation construisant elle-même l'égout principal. Les propriétaires ou occupants seront tenus de construire et d'établir à leurs frais les raccordements, sous le surveillance d'un officier nommé par la corporation.

"**290.** Regulate the manner and time when private drains may be made, as also the manner and material with which the same may be constructed, the corporation making the common sewer. Proprietors or occupants shall build and establish the connections at their own expense, under the supervision of an officer appointed by the corporation.

Private
drains.

Change-
ments.

Toute personne demandant un changement dans un service d'égout déjà existant ou un service additionnel devra payer à la cité les dépenses occasionnées pour tel changement ou nouveau service. La cité aura droit d'exiger un dépôt pour garantir telles dépenses."

Any person asking for a change in a sewer service already existing or for an additional service shall pay to the city the expenses caused by such change or new service. The city shall be entitled to exact a deposit to guarantee such expenses."

Changes.

1893, c. 52,
a. 313,
édicte.

28. L'article 313 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, abrogé par la loi 1 Édouard VII, chapitre 45, article 9, est remplacé par le suivant:

28. Section 313 of the act 56 Victoria chapter 52, repealed by the act 1 Edward VII, chapter 45, section 9, is replaced by the following:

1893, c. 52,
s. 313,
enacted.

Maitre-tuyaux.

"313. Lors de la construction d'un maitre-tuyau pour service d'eau, la cité pourra, par règlement, décréter la dimension des services privés devant être raccordés sur ledit maitre-tuyau, ainsi que le nombre des dits services.

Avis.

Avis de tel règlement devra être donné, par lettre recommandée, à chaque propriétaire de terrain situé sur le parcours dudit maitre-tuyau, au moins huit jours avant la soumission de tel règlement. Les noms des propriétaires seront ceux apparaissant au rôle d'évaluation alors en vigueur.

Plan.

Tout tel règlement sera accompagné d'un plan démontrant l'endroit des raccordements.

Change-ments.

Toute personne qui, subséquemment à l'adoption du susdit règlement, demandera à la cité un changement dans un raccordement déjà installé, ou un raccordement additionnel, ou qui aura omis de demander un raccordement, ou dont la propriété nécessitera un changement dans le raccordement existant ou un ou des raccordements additionnels, devra payer à la cité les dépenses occasionnées pour tel changement ou addition. La cité aura le droit d'exiger un dépôt pour garantir telles dépenses."

1893, c. 52, a. 346, remp.

29. L'article 346 de la loi 56 Victoria, chapitre 52, remplacé par l'article 16 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, et par l'article 4 de la loi 24 George V, chapitre 92, est de nouveau remplacé par le suivant :

Liste.

"346. Durant le mois de juillet de chaque année, le greffier de la cité, le secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles communes et le secrétaire-trésorier des syndicats des écoles dissidentes doivent préparer une liste ou un tableau indiquant :

Contenu.

La désignation, telle que décrite au rôle d'évaluation, ou autre description sommaire, de tous les immeubles situés dans la municipalité, en raison desquels il est dû des taxes ou autres redevances municipales et scolaires, échues et exigibles depuis au moins un an, avec les noms des propriétaires tels qu'indiqués au rôle d'évaluation; si le terrain appartient à un propriétaire, et si les bâtiments et autres améliorations appartiennent à un autre propriétaire, l'avis devra mentionner

"313. Upon the construction of a Main main pipe for water services, the city may, by by-law, decree the size of the private services to be connected with the said main pipe, as well as the number of such services.

Notice of such by-law shall be given, by registered letter, to every owner of land bordering on the circuit of the said main pipe, eight days at least before such by-law is submitted. The names of the proprietors shall be those appearing on the valuation roll in force at that time.

Any such by-law shall be accompanied by a plan showing the connection places.

Any person who, subsequently to the adoption of the above mentioned by-law, may request the city for a change in the already laid-on connection or an additional connection or who shall have omitted to ask for a connection, or whose property shall necessitate a change in the existing connection or one or more connections, shall pay to the city the expense caused by such change or addition. The city shall be entitled to require a deposit for the guarantee of such expense."

29. Section 346 of the act 56 Victoria, chapter 52, replaced by section 16 of the act 61 Victoria, chapter 56, and by section 4 of the act 24 George V, chapter 92, is again replaced by the following :

"346. During the month of July in each year, the city clerk, the secretary-treasurer of the school commissioners and the secretary-treasurer of the dissentient school trustees, shall prepare a list or table setting forth :

The description as given in the valuation roll, or other summary description, of all the immovable property situated in the municipality upon which municipal and school taxes or other dues are due for at least one year, with the names of the proprietors as set forth in the valuation roll; if the land itself belongs to one proprietor and if the buildings and other improvements belongs to another proprietor, the notice shall mention the names of both proprietors, and the sale of these

les noms de ces deux propriétaires, et la vente de ces immeubles se fera sur ces deux propriétaires.

Montant. En regard de la description de ces im-
meubles, le montant des redevances dues
et échues dont ils sont grevées."

1893, c. 52, 30. L'article 347 de la loi 56 Victoria,
a. 347, chapitre 52, remplacé par l'article 16 de
rempl. la loi 61 Victoria, chapitre 56, est de
nouveau remplacé par le suivant:

Avis. "347. Cette liste est accompagnée d'un
avis public qui sera affiché dans la salle
du conseil dans le mois d'août, annonçant
que ces immeubles doivent être vendus
à l'enchère publique, au lieu où le conseil
de la cité tient ses séances, ou à tout
autre endroit fixé par le conseil, le dernier
mercredi de septembre suivant, à dix
heures du matin, à défaut de paiement
des taxes et des redevances municipales
et scolaires auxquelles ils sont affectés et
des frais encourus."

1893, c. 52, 31. L'article 350 de la loi 56 Victoria,
a. 350, chapitre 52, remplacé par l'article 16 de
rempl. la loi 61 Victoria, chapitre 56, par l'article
8 de la loi 3 George V, chapitre 56, et par
l'article 7 de la loi 2 George VI, chapitre
108, est de nouveau remplacé par le
suivant:

Avis spécial. "350. Le greffier de la cité et le
secrétaire-trésorier des syndic ou des
commissaires d'écoles, suivant le cas, sont
tenus de donner, durant le cours du mois
d'août, un avis spécial à chaque personne
dont la propriété doit être vendue, et
dont le nom apparaît au rôle d'évaluation
alors en vigueur, par lettre recommandée
mise au bureau de poste à l'adresse de
cette personne. Si le nom du proprié-
taire ou occupant de tel immeuble n'ap-
paraît pas au bureau d'enregistrement,
l'avis donné à celui dont le nom apparaît
au rôle d'évaluation suffira."

1893, c. 52, 32. L'article 390 de la loi 56 Victoria,
a. 390, chapitre 52, remplacé par l'article 27 de
rempl. la loi 61 Victoria, chapitre 56, par l'article
14 de la loi 4 Édouard VII, chapitre 56,
par l'article 16 de la loi 15 George V,
chapitre 96, par l'article 9 de la loi 2 Geor-
ge VI, chapitre 108, et par l'article 4 de la

immovables shall be made on these two
proprietors.

Opposite the description of the immove- Amount.
able property, the amount of the claims
due and exigible affecting them."

30. Section 347 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52,
chapter 52, replaced by section 16 of the s. 347, re-
act 61 Victoria, chapter 56, is again re- placed.
placed by the following:

"347. This list is accompanied by a Notice.
public notice, which shall be posted up in
the council room in the month of August,
announcing that such immovables shall
be sold at public auction, at the place
where the council holds its sittings or at
any other place fixed by the council, on the
last Wednesday of September following,
at the hour of ten in the forenoon, in
default of the payment of the municipal
taxes and school assessments affecting the
same and the costs incurred."

31. Section 350 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52,
chapter 52, replaced by section 16 of the s. 350, re-
act 61 Victoria, chapter 56, by section 8 placed.
of the act 3 George V, chapter 56, and by
section 7 of the act 2 George VI, chapter
108, is again replaced by the following:

"350. The city clerk and the secre- Special
tary-treasurer of the school commissioners notice.
or trustees, as the case may be, are obliged
to give, during the course of the month of
August, a special notice to each person
whose property is to be sold, and whose
name appears on the valuation roll then
in force, by registered letter sent through
the post office to the address of such per-
son. If the name of the proprietor or
occupant of such property does not appear
in the registry office, notice given to the
parties whose names appear on the valua-
tion roll is sufficient."

32. Section 390 of the act 56 Victoria, 1893, c. 52,
chapter 52, replaced by section 27 of the s. 390, re-
act 61 Victoria, chapter 56, amended by placed.
section 14 of the act 4 Edward VII, chap-
ter 56, by section 16 of the act 15 George
V, chapter 96, by section 9 of the act 2
George VI, chapter 108, and by section 4

loi 8 George VI, chapitre 55, est de nouveau remplacé par le suivant:

Crédits: **"390.** Tous les ans, à sa première assemblée générale du mois de mai, le conseil accordera les crédits nécessaires pour faire face aux dépenses de l'année commençant le premier mai de ladite année et finissant le trente avril suivant en pourvoyant:

Intérêts, etc.; 1° Au paiement de l'intérêt sur la dette due par la cité et aux sommes requises pendant l'année, pour fonds d'amortissement, mais ce, sans préjudice des pouvoirs accordés au conseil, quant au fonds d'amortissement, en vertu de l'article 375 remplacé par la loi 4 Édouard VII, chapitre 56, article 12;

Dépenses; 2° Aux dépenses générales et ordinaires de la cité;

Améliorations; 3° Aux sommes nécessaires pour les améliorations projetées;

Fonds de réserve. 4° A un fonds de réserve de pas moins de deux pour cent sur le revenu brut de l'année précédente, qui sera employé exclusivement à faire face aux dépenses imprévues."

1898, c. 56, a. 30, remp. **33.** L'article 30 de la loi 61 Victoria, chapitre 56, est remplacé par le suivant:

Dispositions applicables. **"30.** Les dispositions de la Loi des cités et villes contenues dans le chapitre 233 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements, s'appliqueront à la cité pour ce qui regarde toute matière ou tout sujet non prévu par la loi 56 Victoria, chapitre 52 et ses amendements."

Entreprise d'énergie électrique. **34.** Sujet à l'approbation préalable de la Régie provinciale de l'électricité et de la Commission municipale de Québec, la cité est autorisée à établir ou à acquérir, par vente de gré à gré ou par expropriation, tous biens meubles ou immeubles servant à la production ou génération d'énergie électrique, situés dans la cité, ainsi que tout réseau de distribution pour ladite énergie électrique qui est situé dans la cité.

Règlement. L'établissement de telle entreprise ou l'acquisition des dits biens devra être fait à la suite d'un règlement adopté par le conseil et approuvé par le vote des électeurs propriétaires de la cité. Tel règle-

of the act 8 George VI, chapter 55, is again replaced by the following:

"390. Every year, at its first general meeting in the month of May, the council shall make an appropriation of the amounts necessary to meet the expenditure of the year commencing the 1st of May of the said year and ending the 30th of April following, by providing:

Interest, etc.; 1. For the payment of the interest on the debt due by the city and for the sums required during the year for the sinking-fund, but without prejudice to the powers granted to the council regarding sinking-funds in virtue of section 375, as replaced by the act 4 Edward VII, chapter 56, section 12;

Expenses; 2. For the general and ordinary expenditure of the city;

Improvements; 3. For the sums necessary for contemplated improvements;

Reserve fund. 4. For a reserve fund of not less than two per cent on the gross revenue of the preceding year, to be used exclusively to meet unforeseen expenditure."

33. Section 30 of the act 61 Victoria, chapter 56, is replaced by the following: 1898, c. 56 s. 30, replaced.

"30. The provisions of the Cities and Towns Act contained in chapter 233 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments shall apply to the city in all matters or subject not provided by the act 56 Victoria, chapter 52, and its amendments."

34. Subject to the prior approval of the Provincial Electricity Board and of the Quebec Municipal Commission, the city is authorized to establish or acquire, by private sale or by expropriation, all moveable or immoveable property used for producing or generating electric power, situated in the city, as well as any distribution system for the said electric power which is situated in the city. Undertaking for electric power.

The establishment of such undertaking or the acquiring of the said property shall be made after the passing of a by-law by the council and approved by vote of the electors who are proprietors of the By-law.

ment devra comprendre l'autorisation d'emprunter par obligations les sommes nécessaires.

Vote des
compa-
gnies.

Pour les fins du vote sur tel règlement le maximum de valeur foncière qui pourra être enregistré comme chiffre de l'évaluation d'une compagnie à fonds social ou de toute autre corporation, est fixé à un cinquième de l'évaluation municipale sur laquelle est basé le montant de taxes payables à la cité.

S.R.,
c. 233,
a. 429a,
aj. pour
la cité.

35. La Loi des cités et villes est modifiée pour la cité, en ajoutant, après l'article 429, l'article suivant:

Billet
d'assigna-
tion.

"429a. Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation ou à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant telle infraction peut préparer un avis ou billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction et remettre tel document au conducteur du véhicule ou le déposer dans ou sur un endroit apparent dudit véhicule, ou le déposer à la poste à l'adresse du propriétaire enregistré du véhicule.

Paiement
pour évi-
ter plain-
te.

Tout tel propriétaire ou conducteur de véhicule peut éviter qu'une plainte ne soit faite contre lui en se présentant au bureau du greffier de la Cour du recorder et en y payant une somme de trois dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le greffier de la Cour du recorder, ou toute personne autorisée par lui, libère ladite personne de toute autre pénalité relative à l'infraction par elle commise.

Plainte.

Si la personne qui a reçu cet avis refuse ou néglige de s'y conformer, dans le délai qui y est mentionné, la cité peut porter contre elle une plainte, conformément à la loi.

Idem.

Les dispositions qui précèdent n'empêcheront pas, dans tous les cas, l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une plainte ou de faire émettre une sommation suivant la loi.

Percep-
tion va-
lidée.

Les sommes déjà perçues comme amendes par la cité, suivant ce mode de perception, sont déclarées avoir été légalement perçues et la cité est autorisée à les retenir."

city. Such by-law shall include the authorization to borrow the necessary sums by the issue of bonds.

For the purpose of voting on such by-law the maximum land value which may be registered as the amount of the valuation of a joint-stock company or of any other corporation, shall be fixed at one-fifth of the municipal assessment on which shall be based the amount of tax payable to the city.

Voting by
company.

35. The Cities and Towns Act is amended, for the city, by adding after section 429 the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 429a,
added, for
city.

"429a. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the peace officer to whom notice of such infraction has come, may fill out, a notice of summons stating the nature of the infraction, and shall deliver same to the driver of the vehicle or deposit it in a conspicuous place on the said vehicle or mail it to the address of the registered owner of such vehicle.

Notice of
summons.

Every owner or driver of such vehicle may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the office of the clerk of the Recorder's Court and by paying thereat a sum of three dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the clerk of the Recorder's Court or by any person authorized by him shall free the said owner or driver from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Payment
to avoid
complaint.

If the person in possession of such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, a complaint may be lodged against him by the city according to law.

Com-
plaint.

The foregoing provisions shall not, in any case, prevent the peace officer, if he so deems advisable; from lodging a complaint or from causing a summons to be issued according to law.

Idem.

The sums already collected as fines by the city according to such mode of collection are declared legally collected and the city is authorized to retain same."

Collec-
tion
ratified.

Évaluation
fixe à
J.-H. Con-
nor and
Son Lim-
ited, etc.

36. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire,

A) 1° Les taxes municipales de quelque nature que ce soit, générales ou spéciales (autres que la taxe d'eau et la taxe pour l'entretien des rues et trottoirs) à être payées à la cité de Hull par J.-H. Connor and Son Limited, sur les terrains, édifices, propriétés, outillage, machineries et accessoires utilisés par ladite compagnie ou en rapport avec ladite industrie dans la cité de Hull, y compris toutes additions et améliorations qui pourront y être faites, seront basées sur une évaluation taxable de deux cent cinquante mille dollars pour une période initiale de cinq années commençant le premier mai 1950 et de trois cent mille dollars pour une période additionnelle de cinq années commençant le premier mai 1955;

2° Quant à la taxe ou au paiement pour l'eau, la compagnie paiera annuellement durant ladite période initiale de cinq ans une somme de deux mille cent dollars pour les premiers quatorze millions de gallons consommés ou moins et pour ladite période additionnelle de cinq ans une somme de deux mille cinq cents dollars pour les premiers seize millions cinq cent mille gallons consommés ou moins. Tout surplus de consommation, dans l'un ou l'autre cas, devra être payé au taux en vigueur dans la cité;

3° Et quant à la taxe pour l'entretien des rues et trottoirs, la compagnie paiera annuellement à la cité une somme de mille dollars pour ladite période initiale et de mille deux cents dollars pour la période additionnelle;

Le tout conformément aux termes d'une résolution adoptée par la cité de Hull, le 3 janvier, 1950.

Idem.

B) Les taxes scolaires de quelque nature que ce soit, générales ou spéciales, à être payées aux Commissaires d'Écoles de la Cité de Hull par J. H. Connor and Son, Limited, sur les terrains, édifices, propriétés, outillages, machineries et accessoires utilisés par la dite compagnie ou en rapport avec la dite industrie dans la cité de Hull, y compris toutes additions et améliorations qui pourront y être faites seront basées sur l'évaluation taxable en vigueur pour l'année scolaire ayant commencé le premier mai 1949, et ce pour

36. Notwithstanding any general or special law to the contrary,

Fixed
valuation
for J. H.
Connor
and Son
Limited.

A. 1. The municipal taxes of whatsoever nature, general or special (except the water tax and the tax for the upkeep of streets and sidewalks) to be paid to the city of Hull by J. H. Connor and Son Limited on the lands, buildings, properties, equipment, machinery and accessories used by the said company or in connection with the said industry in the city of Hull, including any additions or improvements which may be made thereto, shall be based on a taxable valuation of two hundred and fifty thousand dollars for an initial period of five years beginning on the 1st of May 1950, and of three hundred thousand dollars for an additional period of five years beginning on the first of May, 1955;

2. As to the water tax or payment, the company shall pay each year during the said initial period of five years a sum of two thousand one hundred dollars for the first fourteen million or less gallons consumed, and for the said additional period of five years a sum of two thousand and five hundred dollars for the first sixteen million five hundred thousand or less gallons consumed. Any consumption over and above, in either case, shall be paid at the rate in force within the city;

3. As to the tax for the upkeep of streets and sidewalks, the company shall pay annually to the city a sum of one thousand dollars for the said initial period and of one thousand two hundred dollars for the additional period;

The whole in accordance with the terms of a resolution passed by the city of Hull on the 3rd of January, 1950.

B. This school taxes of whatsoever nature, general or special, to be paid to the school commissioners of the city of Hull by J. H. Connor and Son, Limited, on the lands, buildings, properties, equipment, machinery and accessories used by the said company or in connection with the said industry in the city of Hull, including any additions and improvements which may be made thereto, shall be based on the taxable valuation in force for the school year which began on the first of May, 1949, and this for a period

une période de dix années commençant le premier mai 1950.

Résolu-
tion.

Le tout conformément aux termes d'une résolution adoptée par les commissaires d'écoles de la cité de Hull, le 11 janvier 1950.

Paiements
autorisés.

37. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité est autorisée, en rapport avec son règlement no 459 concernant certaines améliorations et un emprunt au montant de \$2,181,000.00, adopté le 29 décembre 1947, à:

A) Payer totalement, à même le produit de l'emprunt remboursable par la taxe imposée sur tous les biens imposables de la municipalité en vertu du règlement no 459, le coût des travaux d'égouts suivants:

a) Égout de la rue Champlain.....	\$52,130.27
b) Égout de la rue Montcalm.....	9,900.02
c) Égout du lac Minnow et de la rue Taché.....	51,176.85
d) Égout de la rue Wright, de St-Rédempteur à 125' à l'Ouest.....	10,748.30
e) Égout des rues Dupon et Wellington.....	5,214.36
f) Égout de la rue St-Rédempteur-Hôtel de Ville à Wright.....	3,243.35
g) Égout de la rue Kent du numéro civique 45 Kent à la rue Laval, via Victoria.....	6,281.88
	<hr/>
	\$138,695.03

Le montant de \$778,500.00 prévu à l'article 7 du dit règlement devant être prélevé sur les propriétés bordant les rues ou parties de rues est en conséquence réduit à \$539,804.97.

B) Payer à même le solde de \$315,348.42 provenant de la différence entre le coût prévu et le coût réel des travaux d'égouts décrétés par le règlement no 459:

1° un montant de \$57,000.00 excédant le coût prévu pour les travaux de pavage décrétés à l'article 8 du règlement no 459;

of ten years to begin on the first of May, 1950.

The whole in accordance with the terms of a resolution passed by the school commissioners of the city of Hull on the 11th of January, 1950.

Resolu-
tion.

37. Notwithstanding any general or special law to the contrary, the city is authorized, as regards its by-law no 459 respecting certain improvements and a loan of \$2,181,000.00, adopted December 29th, 1947, to:

A. Pay in full, out of the proceeds of the loan redeemable by the tax imposed on all the assessable property of the municipality under by-law no. 459, the cost of the following sewerage works:

a. Champlain street sewer.	\$52,130.27
b. Montcalm street sewer..	9,900.02
c. Lake Minnow and Taché street sewer.....	51,176.85
d. Wright street sewer, from St. Rédempteur to 125' to the West..	10,748.30
e. Dupon and Wellington streets sewer.....	5,214.36
f. St. Redempteur-Hotel de Ville street sewer to Wright.....	3,243.35
g. Kent street sewer from civic number 45 Kent to Laval street, via Victoria.....	6,281.88
	<hr/>
	\$138,695.03

The sums of \$778,500.00 contemplated by section 7 of the said by-law to be levied on the properties bordering streets or parts of streets is consequently reduced to \$539,804.97.

B. Pay out of the balance of \$315,348.42 deriving from the difference between the estimated cost and the real cost of the sewerage works ordered by by-law no 459:

1. a sum of \$57,000.00 in excess of the estimated cost of the paving works ordered by section 8 of the by-law no. 459;

2° un montant de \$51,500.00 excédant le coût prévu pour les travaux décrétés à l'article 16 du dit règlement.

1893, c. 52, a. 404, ab. **38.** L'article 404 de la loi 56 Victoria, chapitre 52 est abrogé.

Entrée en vigueur. **39.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2. a sum of \$51,500.00 in excess of the cost of the works ordered by section 16 of the said by-law.

38. Section 404 of the act 56 Victoria, chapter 52 is repealed. 1893, c. 52, s. 404, repealed.

39. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.